



—
Faire des connaissances et des
informations,
des biens communs, **une cause commune**

SORTIES DE CRISE

Les cahiers du LEM
volume 1

Sommaire

Le travail sur un projet
de gauche déjà à l'oeuvre

PAGE 5

—
Michel Laurent

Sortir de la crise exige
de sortir du paradigme
de la croissance
et du productivisme.

PAGE 11

—
Jean Gadrey

Comment sortir
de la crise radicale
du système?

PAGE 21

—
Paul Boccara

Le travail sur un projet de gauche déjà à l'oeuvre

—
Michel Laurent,
juin 2010

—

En février 2009 le Conseil national du Parti communiste français décidait de créer le LEM (lieu d'étude sur le mouvement des connaissances et des idées).

Le LEM est un lieu de rencontres, de travail en commun, avec celles et ceux qui portent des connaissances et des analyses, des expériences diverses, sur le monde comme il va et comment en changer dans un sens plus progressiste.

Au travers cette nouvelle relation de travail, le LEM veut tout à la fois ouvrir les communistes au mouvement multiforme des connaissances et des idées, faire se rencontrer celles et ceux qui réfléchissent au changement de la société dans un sens émancipateur et organiser la rencontre-confrontation avec les réflexions et les productions novatrices des communistes.

Créer du commun, rompre les isolements, fédérer des forces dispersées sur le terrain du débat et de l'action sociale, politique et idéologique, tels sont les objectifs du LEM.

Après une année d'auditions, de productions de notes et de synthèses, sur des sujets aussi divers que la crise, les nouveaux modes de développement, la culture, la situation de la gauche, l'état des libertés, les questions sociétales, le Lem a décidé de donner à voir ces travaux par plusieurs canaux: un espace réservé sur le site national du PCF, une lettre électronique et l'édition papier de Cahiers du LEM.

La brochure que vous avez entre les mains est le premier numéro de ces Cahiers. Nous avons décidé de le consacrer au thème de la crise: son analyse critique et aussi et surtout à la recherche d'issues.

Pour cette première publication nous avons retenu celles de Paul Boccara et de Jean Gadrey, nous publierons plus tard celles de Jacques Sapir ou de Laurent Charbonnier.

Paul Boccara est un économiste et historien français, ancien membre du Conseil national du Parti communiste français. Il est agrégé d'histoire et maître de conférences honoraire en sciences économiques. Il est le premier à avoir élaboré la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat en partant de sa théorie de la sur accumulation-dévalorisation du capital, élaborée à la fin des années soixante.

Jean Gadrey est un économiste français spécialiste des services. Il est professeur émérite de l'Université de Lille II. Critique de la théorie

économique néo-classique dominante en sciences économiques et du « néolibéralisme », il se consacre, depuis quelques années, à des recherches sur les indicateurs de richesse et les limites de la croissance économique. Il est notamment membre du Conseil scientifique de l'organisation Attac.

Pourquoi un tel choix? Nous avons voulu privilégier la différences des approches. Leurs deux interventions s'épaulent tout en partant d'angles différents.

Paul Boccara pose d'entrée la question « de quelle sortie s'agit-il? ». Traiter uniquement les effets de la crise conjoncturelle majeure de 2008-2009 sans s'attaquer aux causes et sans mesurer qu'elle révèle « la radicalité et la maturation d'une crise systémique », celle du capitalisme mondialisé, c'est aller, à coup sûr, vers de nouveaux déboires, de nouvelles crises plus graves encore.

Il s'agit donc selon l'auteur de faire des propositions à la hauteur, en refusant « les simples dénonciations », « les propositions générales et peu novatrices » ou « conciliantes » avec le système. Des propositions pour des avancées immédiates, allant en direction de transformations institutionnelles fondamentales.

Dans cet esprit, il développe son analyse de la situation autour de trois volets. Le premier concerne l'opposition grandissante entre les progressions des techniques, des productions et les désordres et les destructions. N'assistons-nous pas aux relances du chômage et de la précarité, des gâchis des banques, des fonds spéculatifs et à des effondrements financiers spectaculaires alliés à la pression sur les déficits budgétaires et les insuffisances des services publics.

A son avis si rien ne bouge sur le fond, un cycle d'investissement et de production peut-être relancé mais il préparera une suraccumulation ultérieure bien plus grave que celle de 2009.

Les propositions de Paul Boccara sont fortes de ce diagnostic. Elles s'articulent autour de trois piliers: des institutions nouvelles visant à maîtriser et même à commencer à dépasser les marchés, l'expansion extraordinaire des services publics et l'instauration de services et biens communs publics de l'humanité, le partage des pouvoirs et des savoirs.

Commencer à dépasser les quatre marchés, du travail, de la monnaie et de la finance, des productions et le marché mondial, appelle des mesures concrètes, d'effet immédiat pour aller dans la direction de réformes structurelles.

Un système de sécurité d'emploi ou de formation répond aux défis de qualification et de souplesse des entreprises, du local au mondial, sans les maux du chômage.

Un nouveau crédit bancaire permet d'encourager les activités utiles, l'emploi et la formation, et de pénaliser les placements financiers et spéculatifs.

La promotion de nouveaux critères d'efficacité sociale des entreprises s'attaque pour les faire reculer graduellement aux critères de rentabilité financière.

Tout cela devrait se combiner, selon l'auteur, à des accords de coopération pour le co-développement en lieu et place de l'exacerbation de la concurrence mondiale.

Quant à la question de l'expansion des services publics, elle renvoie, selon l'auteur, à la nécessité de faire échapper aux contraintes marchandes des activités humaines de plus en plus nombreuses. Au-delà des services classiques comme l'éducation ou la santé, le logement ou les transports, l'auteur évoque ceux des crédits, de l'emploi-formation, de la petite enfance ou des personnes âgées.

Sa démarche l'amène à proposer l'instauration de services et biens communs publics de l'humanité. Outre l'environnement, la santé, l'eau, la culture, il cite aussi l'alimentation, l'énergie, les communications ou la science, l'information ou les transports.

Paul Boccard appelle de ses vœux « une civilisation de toute l'humanité ». Elle passe par un réel partage des pouvoirs et des savoirs. D'où ses propositions pour progresser vers une démocratie participative et d'intervention, la création de nouveaux pouvoirs des salariés dans les entreprises, des usagers dans les services publics, des populations du local au mondial sur toutes les questions qui les concernent.

Jean Gadrey lui, a choisi « un angle particulier d'attaque de la crise et de ses issues » en portant ses réflexions « sur le long terme ».

Pour lui, l'issue suppose une profonde réorientation des structures de la société, un autre modèle de production et de consommation.

Ses thèses, au nombre de quatre, commencent, c'est sa thèse N° 1 par constater que « dans les pays riches, la croissance est de moins en moins une solution et plus en plus un problème ».

Pour tous les critères de développement humain et social (santé, éducation, recul de la pauvreté, cohésion sociale, démocratie, pression écologique...) l'auteur montre que ce sont les pays les plus riches selon le critère du PIB par habitant qui l'emportent mais jusqu'à un certain seuil.

À partir d'un certain niveau de richesse, toute corrélation disparaît. Pourquoi le Costa Rica, 4 fois moins riche, a-t-il la même espérance de vie moyenne que les Etats-Unis ?

Poursuivant l'exemple de la santé et l'espérance de vie, l'auteur constate

que dans certaines de ses composantes la richesse matérielle importe dans un premier temps mais dans un deuxième, les modes de vie productivistes, la mal-bouffe, les pollutions, les inégalités et les violences tendent, dans certains pays plus que d'autres, à influencer négativement sur la santé, et surtout celle des catégories les plus exposées.

Problème d'autant plus préoccupant que la croissance a en revanche des rendements croissants en destruction de ressources vitales de la planète.

Il devient donc selon l'auteur « de moins en moins probable de pouvoir concilier la poursuite de la croissance quantitative dans les pays riches et les objectifs écologiques de survie ».

La thèse n° 2 de Jean Gadrey vise une piste de solutions à la crise: « Un progrès social durable est possible sans croissance quantitative », il repose sur l'idée de « valeur ajoutée durable ». Il faut substituer, dit-il, au « toujours plus de quantités (la croissance) le plus de qualités, de durabilité et de sobriété matérielle ». Cela créera plus d'emplois contrairement à ce que fait le productivisme.

L'auteur évoque la nécessaire amélioration en qualité des services de bien-être et de développement humain qui s'oppose, là aussi, au productivisme forcené actuel qui, lui, détruit la qualité individuelle et collective de ces services.

Sa thèse n° 3 complète ce constat: « il faut aller vers « la réduction impérative des inégalités mondiales et nationales ».

Les biens et services « durables » doivent être accessibles à tous. Plus riches en travail ils sont forcément relativement plus chers. Pour que tout le monde puisse y accéder il faut donc réduire, c'est un impératif, les inégalités par le haut.

La thèse n° 4 de Jean Gadrey en forme de conclusion démontre que: « le capitalisme est incapable de répondre à ces exigences » il faut changer de système.

Les arguments? Le capitalisme s'oppose à la mise en commun. Il développe, pour le profit de quelques uns, les inégalités entre tous. Le travail indécemment est devenu la principale source de profit des multinationales.

Le capitalisme suscite le désir de possession de marchandises faisant passer le « futile pour l'utile » et « les pulsions pour des besoins ». Cette course au renouvellement rapide des achats est mortelle.

Le capitalisme résiste à toute idée de planification nationale et mondiale, organise la concurrence contre la coopération, le secret contre la diffusion

des innovations et des connaissances.

Le rapide survol de ces deux textes met en avant plusieurs évidences. L'analyse de la crise amène les deux auteurs à mettre en cause frontalement, structurellement, les logiques d'exploitation du capitalisme (productivisme, inégalités, recul des emplois et des services publics, financiarisation, gâchis...). Tous les deux en appellent à une autre organisation de la société.

Les deux avancent la nécessité de critères d'utilisation des ressources, des financements vers une économie de moyens matériels, le respect de l'environnement et de l'humain, vers plus d'emploi, de formation, de culture, plus de coopération et de responsabilité sociale, plus de démocratie.

Leurs points de départ et leurs approches sont différentes, leurs propositions concrètes, leurs priorités aussi mais ce qui frappe c'est cette recherche d'issue, potentiellement convergente.

Ils contribuent chacun pour leur part à la réflexion d'une autre vision du monde. Ils sont les partenaires d'une nécessaire transformation sociale de libération humaine. Le LEM est fier de les publier.

Toutes celles et tous ceux qui veulent que la gauche soit à la hauteur ont besoin de connaître leurs réflexions. Avec eux, avec les citoyens, le travail sur un projet de gauche est déjà à l'œuvre. Il doit s'amplifier encore.

Michel Laurent

Comment sortir de la crise radicale du système?

—
Paul Boccard

Sortie de crise pour les banques, ou avancées vers une issue à la crise systémique pour et par les peuples ?

Après la crise financière formidable de 2008 et la récession de 2009 à l'échelle mondiale, tout le monde parle, au début de 2010, de « sortie de crise ». Mais de quelle sortie s'agit-il ? Cela peut concerner la crise conjoncturelle majeure de 2008-2009, mais pas du tout la crise systémique du capitalisme mondialisé. La dernière crise conjoncturelle si forte a manifesté la radicalité et la maturation de cette crise systémique, avec ses gâchis, ses désordres, ses pressions contre l'emploi et les besoins sociaux. Aussi, une rechute conjoncturelle ultérieure beaucoup plus grave se prépare.

Après l'explosion de la spéculation, puis les effondrements financiers de 2008-2009, les énormes masses de fonds des banques centrales et des Etats du monde entier, mobilisées pour sauver les banques et relancer l'activité, n'ont pas mis en cause les critères des banques et des fonds financiers. On est loin d'avoir supprimé les gigantesques mobilisations spéculatives qui résultent des conditions nouvelles de la crise du système capitaliste mondialisé. La spéculation a repris sur tous les titres financiers et sur l'énormité des titres de dettes publiques, émis par les Etats pour soutenir les banques et les activités capitalistes. Selon l'agence Moody's, la dette souveraine mondiale aurait atteint, en 2009, 49 500 milliards de dollars ! Ce sont récemment les attaques spéculatives sur la dette de la Grèce, tandis que plusieurs pays du Sud de l'Union européenne, comme l'Espagne, sont menacés, et que l'inquiétude monte déjà sur la dette britannique. -Voir le Post-scriptum, « Crise de l'euro et autre construction européenne de progrès social »-

Tout cela ne constituerait que des signes avant-coureurs des difficultés ultérieures beaucoup plus graves et à l'échelle mondiale, alors que la dette des Etats Unis et le dollar sont en ligne de mire des spéculateurs mais aussi des banques centrales détentrices.

Déjà la reprise de la croissance vers la fin de 2009 est très inégale dans le monde. C'est la croissance faible dans les pays de l'Union européenne, la reprise plus forte aux Etats-Unis et la croissance bien plus élevée dans plusieurs pays émergents, notamment en Chine. De plus, la faiblesse de la reprise de l'emploi caractérise encore les pays les plus développés, les Etats-Unis et bien plus ceux de l'Union européenne, y compris la France, où le chômage a nettement augmenté en 2009, et où le taux de chômage et la précarité continueraient à progresser en 2010. En outre, les craintes de

l'excès des endettements publics contribuent aux pressions contre les dépenses sociales et les services publics. Dans ces conditions, la colère et les luttes sociales tendent à monter dans le monde, comme dans l'Union européenne, en Grèce, en Espagne ou en France, face à l'opposition entre le fort relèvement des profits des banques et l'austérité relancée pour les populations.

Cependant, les luttes et leurs perspectives sont handicapées par l'insuffisance d'avancées culturelles précises et utilisables pour des interventions populaires. Des propositions alternatives, cohérentes et à la hauteur, sont plus nécessaires que jamais. Mais à gauche, prédominant encore, comme en France, soit des dénonciations avec des propositions trop générales et peu novatrices, soit des propositions persistant à concilier avec les dominations du système, de façon sociale-libérale. Ni les unes, ni les autres ne permettraient de sortir de la crise systémique.

Il ne s'agirait pas d'entretenir les divisions et les discours parallèles à gauche et dans le mouvement social. Il ne faudrait pas non plus rechercher le plus petit commun dénominateur, avec la non-radicalité des mesures envisagées, au réalisme fallacieux face à la radicalité de la crise systémique. On a besoin de débats exigeants pour chercher à se rapprocher et pour des rassemblements visant à aller au-delà de mesures superficielles ou réduites, de type traditionnel. Et les propositions devraient pouvoir être expérimentées avec les luttes sociales et les constructions politiques.

C'est dans cet esprit que nous tenterons de préciser l'analyse des difficultés nouvelles, des risques futurs et de leurs raisons profondes, sous estimées dans les analyses dominantes et les médias. Ces raisons renvoient aux transformations techniques fondamentales de notre époque, aux révolutions informationnelle monétaire, écologique, sociétales. Cependant, ces transformations radicales, qui développent la crise du capitalisme et de la civilisation occidentale mondialisés, fourniraient aussi les fondements d'une tout autre construction systémique, d'une autre civilisation de toute l'humanité.

Il s'agit d'aller au-delà de solutions concernant surtout le relèvement de la demande globale, renvoyant à un néo-keynésianisme simplifié, sans considérer toutes les conditions de l'offre, de la production, de ses financements et le besoin de nouvelles institutions. On peut s'appuyer, en vue d'une autre construction, sur un développement novateur des conceptions de Marx pour analyser les révolutions technologiques qui sont au fondement de l'originalité de la crise systémique radicale. [Boccarda 2009]

Sur cette base nous présenterons au débat des propositions pour des avancées immédiates mais allant en direction de transformations

institutionnelles fondamentales, visant à construire une issue effective à la crise systémique, de façon convergente, en France, en Europe et dans le monde.

Montée des difficultés et des risques de la crise systémique, à travers les reprises provisoires, et défis des révolutions techniques des opérations sociales

A partir des mutations des révolutions techniques et de leurs accélérations récentes, on peut comprendre l'exacerbation actuelle de la crise systémique. C'est la montée de phénomènes destructeurs et chaotiques, accompagnant les progressions techniques, tandis que sont refoulées des transformations institutionnelles nécessaires qui commencent à pointer. Cela se rapporte, en premier lieu, à la révolution technologique informationnelle, avec la prédominance des informations, comme les recherches, sur les machines. Tandis qu'une machine est ici ou là, base de la propriété privée capitaliste, une même recherche peut-être partagée à l'échelle du monde entier. Cela fournirait la base d'une société future de partage. Cependant, dans le système, ces partages sont récupérés par l'expansion des entreprises multinationales et les privatisations, car une multinationale privée peut partager les recherches et autres opérations informationnelles à l'échelle du monde entier, à l'opposé d'une entreprise publique uniquement nationale. D'où la mise en concurrence grandissante des salariés du monde entier, tout particulièrement à partir des pays émergents, avec l'industrialisation à l'échelle planétaire. Cette pression sur les salaires se conjugue à la tendance à l'insuffisance de la demande globale, du fait des économies énormes de facteurs de production par rapport à la production, pour entraîner le chômage massif sans cesse relancé et la précarisation des emplois.

Aux économies de facteurs de production, dégageant des disponibilités considérables, s'ajoutent la révolution monétaire, de décrochement de la monnaie par rapport à l'or, permettant de formidables créations monétaires, avec l'hégémonie du dollar, base des immenses spéculations sans cesse relancées.

L'accélération de ces mutations permettrait de comprendre le premier volet de la situation mondiale actuelle, caractérisé par l'opposition entre les progressions des techniques, des productions et les désordres et destructions. Ce sont les relances du chômage et de la précarité dans les pays développés, mais aussi à l'échelle du monde ; les relances des gâchis des

banques, des fonds spéculatifs et des effondrements financiers ; les pressions des déficits budgétaires et des insuffisances des services publics.

Le deuxième volet de la situation concerne la reprise de la croissance mondiale, tirée surtout par celle des pays émergents, de la Chine à l'Inde et au Brésil. Les réserves considérables de la paysannerie, dans les pays émergents, permettent la croissance du salariat à bas salaire, surtout dans l'industrie mais déjà aussi dans les services. Et cela s'appuie sur les exportations de capitaux, les crédits bancaires et les technologies des pays les plus développés, des Etats-Unis à l'Union européenne, avec l'expansion de leurs entreprises multinationales, à la fois partenaires et rivales des groupes des pays émergents. La croissance des pays émergents relance la demande aux pays les plus développés, tout en faisant prédominer les exportations des émergents incluant une réexportation d'éléments techniquement avancés incorporés. Ainsi le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis avec la Chine est passé de plus de 150 milliards de dollars en 2004 à 266 milliards en 2008 (40 % du déficit commercial des Etats-Unis) et il serait encore de 208 milliards sur les 11 premiers mois de 2009. D'où l'énormité des dollars et des Bons du trésor américains dans la Banque Centrale de Chine, qui pourrait risquer de s'en défaire plus ou moins.

Tandis qu'un cycle d'investissement et de production est relancé, il prépare une suraccumulation ultérieure bien plus grave qu'en 2009, avec un surinvestissement face aux pressions sur les salaires, les emplois et les consommations sociales. Cette suraccumulation réelle se conjuguera à l'éclatement d'une suraccumulation financière et spéculative extrêmement grave.

C'est le troisième volet de la situation: les tensions et les risques préparant une rechute ultérieure bien plus grave. C'est :

Le gonflement de la masse des titres financiers et surtout des titres de dettes publiques jusqu'aux baisses voire aux effondrements des titres publics, y compris les bons du Trésor des Etats-Unis. D'où la remontée des taux d'intérêts longs contre la croissance et l'emploi. Car ces taux, fixés sur les prix d'émissions des titres de dettes, montent quand les prix de marché des titres baissent.

Les pressions sur les monnaies voire leurs effondrements, y compris pour le dollar (base du circuit mondial du crédit). D'où les affrontements entre monnaies, et les difficultés des crédits pour la croissance et des dépenses publiques.

La relance de l'insuffisance de la demande salariale et sociale, avec les

cercles vicieux du chômage accru et de la pression sur les services publics.

Les gâchis considérables des dépenses militaires. La mise en cause du type même de croissance, avec l'excès des dépenses de matières et énergétiques et les risques écologiques notamment sur le climat.

Ces difficultés se conjuguaient aux exigences refoulées de services publics nouveaux et d'une autre vie sociale. Ces exigences sont liées aux révolutions parentales, d'émancipation des femmes, à la révolution démographique de la longévité et du vieillissement, à la révolution migratoire des populations du Sud vers le Nord, etc.

Pour des avancées vers des institutions nouvelles visant à maîtriser et même à commencer à dépasser les marchés

Face aux graves difficultés persistantes et pour prévenir des difficultés beaucoup plus graves, il ne suffirait pas de proposer de simples relèvements des salaires, des emplois et des dépenses sociales, sans considérer leurs moyens dans les financements, et leurs critères d'efficacité, ainsi que dans les pouvoirs. Avec de nouvelles institutions on viserait des changements radicaux, face à la radicalité de la crise systémique. On chercherait à maîtriser et à commencer à dépasser les quatre marchés : du travail, de la monnaie et de la finance, des productions, le marché mondial. On tendrait à obtenir des mesures à effet immédiat, mais allant déjà en direction d'institutions novatrices.

Il s'agit d'abord du marché du travail. En France, nous avons progressé, du moins au plan des idées, sur cette question. Mais il s'agit d'aller au-delà des petites mesures obtenues et contredites par ailleurs, pour des avancées beaucoup plus importantes et cohérentes.

Les propositions communistes d'une « Sécurité d'emploi ou de formation » ont contribué à la mise en avant de la « Sécurité sociale professionnelle » de la CGT, puis au consensus de tous les syndicats sur la « Sécurisation des parcours professionnels », mot d'ordre repris en paroles dans la droite et son gouvernement de façon démagogique [Boccard, 2002]

Pleinement réalisé, un système de Sécurité d'emploi ou de formation assure à chacune et à chacun, soit un emploi, soit une formation rémunérée, pour revenir par la suite à un meilleur emploi, avec une continuité de bons revenus et droits et avec des passages d'une activité professionnelle à une autre, des rotations emplois/formation, maîtrisés par les intéressés.

Cela se distingue du dit « plein-emploi », qui ne supprime pas le chômage

ni en théorie, ni en pratique. Il signifie seulement un taux d'emploi élevé, mais jusqu'à 5 % de chômeurs chez Keynes, plus d'un million de chômeurs en France. Cela s'oppose à la « flexisécurité » prônée dans l'Union européenne, facilitant la flexibilité des suppressions d'emplois et la précarité avec de petites sécurités insuffisantes. Cela permettrait l'éradication réussie du chômage, grâce à son dépassement. Le dépassement signifie éradiquer en conservant la force et le problème auquel répond le chômage, le mouvement des activités et des techniques poussé par la suppression d'emplois, mais sans les maux du chômage. Cela résulte du passage de l'emploi à la formation rémunérée. Cela s'oppose aux rigidités et aux gâchis des garanties et attributions autoritaires d'emplois des régimes étatiques qui se disaient socialistes, comme en Union soviétique.

En France nous avons, d'un côté, l'amplification de la précarité et les mesures facilitant les ruptures de contrats etc. D'un autre côté, ce sont des mesures positives mais trop limitées, les congés de reclassement, les contrats de transition professionnelle avec une période de formation rémunérée, le Fonds d'investissement social qui permet aux licenciés de conserver la plus grande partie de leur salaire en entrant en formation pendant un certain temps, quoique avec des fonds beaucoup trop insuffisants. C'est aussi la loi de 2009 (après celle de 1971) sur la formation professionnelle tout au long de la vie. Outre l'amplification considérable des mesures allant dans le bon sens mais beaucoup trop insuffisamment dotées et contrôlées par les intéressés, il est possible de réclamer des novations. Ce serait de nouveaux contrats à durée indéterminée, incluant des passages éventuels d'une entreprise à une autre et des formations rémunérées, des conférences régionales pour des bilans et des engagements de création d'emplois et de formation, avec tous les intéressés (syndicats, élus, chefs d'entreprise...), l'institution d'un service public de sécurisation de l'emploi et de la formation avec l'affiliation obligatoire de tous les actifs. Tout cela renvoie à d'autres financements.

Cela concerne les marchés de la monnaie et des titres financiers. Pour un nouveau crédit bancaire, on ne peut parler vaguement d'un crédit « d'utilité sociale », Nous proposons des taux d'intérêts très abaissés jusqu'à zéro (et même négatifs, c'est-à-dire avec des réductions de remboursements), pour des crédits longs pour les investissements réels, matériels et de recherche, avec des taux d'autant plus abaissés que sont créés de bons emplois et formations. Au contraire, les taux seraient relevés pour les crédits aux placements financiers et spéculatifs.

Cela se réfère à des constructions institutionnelles sur quatre niveaux :

Le premier concerne le plan local et régional, avec un Fonds public régional pour l'emploi et la formation. Il s'agit de fonds publics de prise en charge de tout ou partie des intérêts des crédits des banques dans les conditions indiquées. Le Fonds peut être saisi par les travailleurs et leurs organisations à l'appui de leurs contre-propositions dans leurs entreprises. Cela s'oppose aux aides existantes aux entreprises sans contreparties. Alors que ces aides atteignent 140 millions d'euros en Ile-de-France, 80 millions permettraient des crédits, avec des taux d'intérêts de 4 % réduits à 0, pour 2 milliards. Cela permettrait d'orienter les profits, utilisés pour les remboursements, vers la croissance réelle et l'emploi.

Le second niveau concerne un pôle financier public national. Il inclurait la Caisse des dépôts, Oséo, les caisses d'épargne, la Banque postale, les banques mutualistes, et aussi certaines banques à nationaliser, comme déjà les éléments de Dexia. Il comprendrait les institutions de soutien des banques et du financement créées par Sarkozy, la Société des prises de participation de l'Etat, la Société de refinancement de l'économie, le Fonds stratégique d'investissement. Il contribuerait au crédit de type nouveau, directement et par des incitations des banques privées avec des coopérations.

Le troisième niveau est le niveau zonal, celui de la Banque Centrale Européenne, ou celui de la Banque du Sud qui s'installe en Amérique Latine. La BCE devrait être contrôlée démocratiquement. Au contraire de sa politique d'euro fort, favorisant les placements financiers et les exportations de capitaux contre l'emploi, elle refinancerait les banques ordinaires pour le nouveau type de crédit. Au-delà, la création monétaire, devrait permettre, de prendre des titres de dettes publiques affectés aux services publics. Cela s'opposerait à l'interdiction actuelle, alors que la Federal Reserve des Etats Unis ou la Banque d'Angleterre prennent quantité de titres publics quoique sans affectation sociale.

Le quatrième niveau est celui du monde entier. Cela concerne une refonte très profonde du FMI, et l'institution d'une monnaie commune mondiale pour s'émanciper de la domination du dollar et pour d'autres financements.

Il s'agit de la suppression de la minorité de blocage des Etats Unis sur les votes importants dans le FMI. Une véritable monnaie commune mondiale, que nous avons proposée depuis longtemps, serait instituée à partir des Droits de Tirage Spéciaux du FMI (DTS), dont la définition donnerait moins de place aux monnaies dominantes et se référerait à un panier de produits. Déjà à la veille du G20 d'avril 2009, le gouverneur de la Banque

Centrale de Chine a suggéré l'institution d'une monnaie de réserve internationale non reliée à un seul pays, c'est à dire autre que le dollar, à partir des DTS. Cette proposition a été soutenue par la Russie et le Brésil, mais a provoqué les protestations des Etats Unis. Cependant, le G20 a décidé la création de 250 milliards de dollars de DTS. Contrairement à l'attribution de ces DTS principalement aux pays les plus développés, on attribuerait la monnaie mondiale en fonction de l'importance des populations et de leurs besoins par rapport à des objectifs de développement. On viserait un refinancement des banques centrales pour le nouveau crédit. On viserait aussi la prise de titres de dettes publiques, pour les services publics. Cela irait bien au-delà de la suppression souhaitable des dettes publiques des pays les plus pauvres.

Pour le marché des productions, nous proposons de promouvoir de nouveaux critères d'efficacité sociale des entreprises, en faisant reculer graduellement les critères de rentabilité financière.

Cela s'opposerait à la rentabilité économique, « Profit/Capital » et à la rentabilité financière : « Profit total – taux d'intérêts / Capital propre utilisant le capital emprunté ». Il s'agirait d'abord de faire avancer l'efficacité du capital : valeur ajoutée / capital. La valeur ajoutée comprenant les profits, les salaires et les prélèvements publics ou sociaux, l'efficacité du capital permettrait l'efficacité sociale. Cela concerne la progression de la « valeur ajoutée disponible » pour les travailleurs et la population, les salaires + les prélèvements publics et sociaux, y compris pour la formation. Cette efficacité sociale irait de pair avec le développement des capacités des travailleurs et de meilleures conditions de travail au temps réduit, en permettant de mieux utiliser des recherches-développements accrues. Cela serait stimulé par des pouvoirs nouveaux d'intervention des travailleurs et de leurs organisations dans les gestions.

Cela se combinerait à des coopérations nouvelles, avec une politique industrielle et des services ainsi qu'une planification stratégique et incitative, décentralisées et concertées.

Pour le marché mondial, à l'opposé de l'exacerbation de la concurrence par les dumpings de dégradation des conditions sociales ou écologiques et par les délocalisations non maîtrisées et compensées, on mettrait en place des accords de coopération pour le co-développement. On remplacerait l'Organisation mondiale du commerce, par une Organisation de coopération et de maîtrise du commerce mondial pour le co-développement. Cela s'appuierait sur des accords inter zonaux de développement réciproque à l'opposé des zones de libre-échange. Cela

pourrait concerner une autre construction du partenariat euro-méditerranéen, ou un co-développement Union européenne-Afrique sub-saharienne, ou Union européenne-Amérique Latine .

Pour une expansion extraordinaire des Services publics et l'instauration de Services et Biens Communs publics de l'humanité.

On devrait articuler les luttes de défense de Services publics et pour de premières réponses aux besoins urgents à des avancées vers une promotion sans précédent des services publics, comme solution fondamentale à la crise du capitalisme.

Déjà les propositions d'institutions pour maîtriser et commencer à dépasser les différents marchés renvoient à de nouveaux services publics : du service du crédit à celui d'une sécurisation de l'emploi et de la formation, ou à ceux d'une planification incitative, ou de nouvelles coopérations internationales.

Pour les services publics existants, on assiste à la marchandisation, la privatisation, l'ouverture à la concurrence, l'emprise de la rentabilité financière, des pressions contre les dépenses ou sur les conditions de travail. Mais ces régressions s'appuient sur les conditions nouvelles au plan technique et sur certaines progressions. Aussi, les luttes de résistance des usagers et des personnels doivent s'appuyer sur les aspirations et besoins nouveaux, pour des alternatives allant vers des transformations radicales de progrès. En effet, les régressions et les privatisations tendent souvent à répondre à la montée considérable, mais jugée intolérable pour l'Etat, des besoins et des dépenses nécessaires. Cela exigerait d'autres types de financement et d'efficacité des dépenses. Ainsi, en France, les dépenses de santé, publiques et privées, sont passées, en raison notamment des exigences des progrès techniques des thérapies ou encore des besoins du vieillissement ,de 5,6 % du PIB en 1970, à 9,1% en 1991 et environ 11 % en 2008. Cependant, on s'efforce de fermer des hôpitaux publics de proximité et on augmente les dépenses privées pesant sur les ménages, aux ressources limitées. Entre 2001 et 2009 le budget santé des ménages aurait augmenté de 40 %, tandis que les dépenses de santé seraient devenues couvertes à 76,9 % par la sécurité sociale, à 13,7 % par les complémentaires privées, à 9,4 % directement par les ménages.

La promotion des services publics doit concerner bien sûr les services

classiques : l'éducation et la santé, le logement social, le transport, la Poste. Mais on viserait aussi la transformation de services comme ceux de l'emploi- formation ou du crédit. On instituerait des services tout à fait nouveaux : pour l'écologie, pour la petite enfance, pour les personnes âgées (bien au-delà de la seule dépendance).

L'ampleur des besoins de financement renvoie d'abord à des prélèvements publics et sociaux accrus, à l'opposé de leur réduction pour les entreprises, comme avec la suppression de la taxe professionnelle pour les collectivités territoriales. Cet accroissement irait de pair avec des variabilités incitatives : élévation de l'impôt sur les sociétés, d'autant plus que le bénéfice n'est pas utilisé pour l'investissement réel, élévation des cotisations sociales patronales, d'autant plus que les dépenses salariales sont faibles en pourcentage de la valeur ajoutée, par rapport à la moyenne de la branche. Mais, comme nous l'avons déjà indiqué, l'augmentation très importante des dépenses des services publics peut aussi s'appuyer sur une modification des règles de la Banque Centrale Européenne qui, à l'instar de la Federal Reserve ou de la Banque d'Angleterre, devrait prendre des titres de dettes publiques, avec affectation aux différents services.

Une transformation fondamentale, de portée révolutionnaire, devrait concerner les pouvoirs. Cela se rapporte à de nouveaux pouvoirs de coopération créative des usagers directs et indirects comme les parents, avec tous les personnels. Ainsi, un malade à l'hôpital, au lieu d'être traité comme un objet passif, devrait pouvoir participer de façon créatrice à son propre traitement, avec l'aide d'associations, de formations, de sites d'informations, etc.

Cette coopération des usagers avec tous les personnels contribuerait à l'émancipation de ces derniers des pouvoirs directoriaux, en opposition aux pressions étatistes, bureaucratiques et technocratiques, et aux pressions des entreprises privées.

Les exigences nouvelles des calculs et indicateurs de résultats dans les services publics répondent aux pressions du rationnement et de la rentabilité financière. Mais elles correspondent aussi à des besoins novateurs d'efficacité. D'où la possibilité d'élaborer de nouveaux critères d'efficience sociétale, de nouveaux instruments de mesures et indicateurs. Cela participerait à des transformations des opérations, à la montée de la créativité, de la prévention, des coopérations, en particulier avec les entreprises et avec les autres services publics, des plans local et national jusqu'aux plans zonal et mondial.

Ces coopérations internationales renvoient à l'instauration de Services et

Biens Communs publics de l'humanité.

La question des Biens publics est traitée depuis longtemps par les économistes. La grande nouveauté est celle de Biens publics mondiaux. Elle a été mise en avant, par le Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD. On emploie aussi de plus en plus l'expression de « Biens Communs de l'humanité », sans pour autant se réclamer du communisme.

Cependant, il convient de souligner une contradiction fondamentale dans les travaux du PNUD [Kaul et autres, 1999 ;2003]. D'un côté, on admet qu'il existe des biens que le marché ne peut produire, ou du moins qu'il ne peut produire sans modifications de ses règles, à l'opposé des biens dits privés. Mais d'un autre côté, la liste des biens en question comprend outre l'environnement, la santé, l'eau, la culture, ou la paix, l'efficacité des marchés et une stabilité financière. Tout au contraire, on peut penser que c'est la maîtrise des marchés et même le début de leur dépassement non-marchand par des partages institutionnalisés, y compris pour le marché monétaire et financier, qui permettrait de développer des biens communs publics dans l'intérêt de la majorité de la population de tous les pays.

Ainsi, une liste plus complète et cohérente, comprendrait, en plus des biens déjà cités, non seulement l'alimentation contre la faim, l'énergie, les transports, les communications, l'éducation, la science, l'information, mais aussi la monnaie et la finance partagées, ou encore l'emploi et le co-développement des peuples .

Il ne faudrait pas céder à une vision idéalisée des Biens Communs, sous estimant les efforts de récupération dominatrice des entreprises multinationales, comme avec les propositions d'un « capitalisme vert », ni les exigences de luttes de classes et de masse, du local au mondial, comme à propos de l'eau. Avec les avancées pour instituer des Services et Biens Communs publics de l'humanité, il s'agit de faire reculer les accaparements des multinationales et des Etats dominants. Cela, se réfère notamment à des compromis évolutifs de modifications des activités des multinationales, avec l'imposition de normes sociales, écologiques, culturelles.

Pour finir, il convient d'insister sur le rôle décisif des pouvoirs et de la culture. Il s'agit de progresser vers une démocratie participative et d'intervention. Cela concerne la conquête de pouvoirs d'intervention directe, décentralisés et concertés, du local au mondial. Ils devraient avancer aux côtés des délégations représentatives des assemblées élues, elles-mêmes émancipées des pouvoirs présidentiels et de ceux des commissions inter-gouvernementales comme dans l'Union européenne. Les

pouvoirs d'intervention depuis les entreprises, les services publics et les localités seraient en prises sur les décisions des niveaux supérieurs. Ils participeraient à des assemblées de concertation, comme un nouveau Conseil économique, social, écologique et culturel en France, ou un Comité économique et social européen refondu ,ou un Conseil de sécurité et de promotion économique, sociale et culturelle de l'ONU.

Cette construction pourrait être engagée immédiatement, par exemple avec des comités de mobilisations et d'actions pour avancer vers les diverses institutions proposées.

Tout cela renvoie à la progression d'une autre culture et d'autres valeurs de partage, jusqu'à chacun, des pouvoirs, des ressources, des informations et des rôles, tout particulièrement des rôles de créativité pour une civilisation d'inter-créativité. Contre l'exacerbation du libéralisme de la civilisation occidentale et contre l'hégémonie des Etats Unis, il s'agit de construire une civilisation de toute l'humanité, dépassant les apports de libertés occidentaux mais sans l'égoïsme et les monopoles, et les apports de solidarités du Sud et de l'Asie, mais sans les dominations hiérarchiques.

Post Scriptum

Crise de l'euro et autre construction européenne de progrès social
Il convient d'évoquer la crise de l'euro et le développement de contre-propositions.

Après l'éclatement des surendettements privés en 2008, c'est l'éclatement des surendettements publics dans l'Union européenne en 2010. L'euro a favorisé les surendettements de la Grèce à l'Espagne et jusqu'à la France, notamment pour acheter à l'Allemagne. L'excès des surendettements a entraîné la spéculation à la baisse de titres de dette des pays européens du Sud, relevant les taux d'intérêt jusqu'à s'opposer aux dettes nouvelles de remboursements. Outre les banques et fonds européens, ceux des Etats-Unis ont participé à la spéculation, en faisant aussi pression sur l'euro pour protéger le dollar et la dette publique des Etats-Unis.

Face à la crise de l'euro, ont été adoptés les plans de soutien par les Etats européens et le FMI de 110 milliards d'euros pour la Grèce et de 750 milliards pour tous les pays de la zone euro, et un fonds européen de stabilisation financière.

Nous proposons

A l'opposé de l'appel aux marchés financiers pour le Fonds de

stabilisation de rachat de titres de dette par la BCE composé par des appels de dépôt des banques, la prédominance de la création monétaire par la BCE pour acheter des titres en liaison avec un Fonds de développement social

A l'opposé du seul remboursement des créanciers, banques et Fonds, et des plans de rigueur sociale (réduisant les salaires, les retraites, les dépenses publiques et sociales et relevant la TVA), le soutien par le Fonds de développement des services publics et les relances fondées sur le progrès social

A l'opposé de la domination de la Commission et des Etats, le contrôle démocratique, du Fonds de développement, avec une démocratie participative et contre les dominations entre nations européennes, une coopération pour le développement social.

Paul Boccara

Maître de Conférences honoraire en Sciences Economiques.

Références

Paul Boccara [2002], *Une Sécurité d'emploi ou de formation*, Le Temps des Cerises, Pantin.

Paul Boccara [2009], *Transformations et crise du capitalisme mondialisé. Quelle alternative?*

Le Temps des Cerises, Pantin, 2^e édition actualisée.

Paul Boccara[2010], *Crise de l'euro en Europe sociale*, interview dans l'Humanité du 18 mai

I. Kaul, I. Grunberg, M. A. Stern, PNUD, [1999] *Public Goods, international cooperation in the 21st*

Century, New-York, Oxford, Oxford University Press. I. Kaul, P. Conceição, K. Le Goulven, R. U.

Mendoza. PNUD [2003], *Providing Global Public Goods, managing globalization*, New-York,

Oxford, Oxford University Press.

Sortir de la crise
exige de sortir
du paradigme
de la croissance
et du productivisme.

Jean Gadrey,
janvier 2010

—
Sortir de la crise exige de sortir du paradigme de la croissance et du productivisme.

Une autre prospérité est possible. C'est un impératif de civilisation du 21^e siècle.

Remarques préalables

- J'ai choisi un angle particulier d'attaque de la crise et des issues, et il s'agit de réflexions qui ne portent pas sur le court terme mais sur le long terme. À court terme, personne ne peut sérieusement prétendre que sans croissance en 2010 ou 2011 on va créer des emplois (sauf par des emplois aidés et par un « partage du temps de travail » efficace, ce qui devrait être défendu quand on sait que les heures supplémentaires généreusement défiscalisées représentent à elles seules l'équivalent de 420 000 emplois à temps plein) ! Mes thèses supposent une profonde réorientation des structures, un autre « modèle de production et de consommation ». Mais la question est de savoir si on y entre par étapes sans tarder ou si, à force de rester dans le raisonnement à court terme, on repart pour la croissance pendant des décennies, ce qui serait selon moi une catastrophe humanitaire planétaire.

- Je n'aurais pas défendu ces thèses il y a dix ans, mais en dix ans des constats nouveaux sont apparus.

- Mes thèses ne s'appliquent pas aux pays pauvres, mais les réflexions sur la soutenabilité du « développement humain » les concernent eux aussi. Leurs dirigeants et ONG en ont conscience et savent que la solution ne peut plus être dans le simple « rattrapage » quantitatif du Nord.

- La crise, en apparaissant comme une crise de la démesure du capitalisme financier, contribue à la prise de conscience de la nécessité d'un autre modèle.

- Nous sommes peu nombreux à défendre de telles idées parmi les économistes, mais cela bouge. Voici deux bons exemples récents parmi les économistes orthodoxes : 1) Nicholas Stern, auteur en 2006 d'un important rapport qui n'excluait pas la conciliation entre poursuite de la croissance et objectifs des scientifiques du GIEC, a déclaré au Guardian le 11 septembre 2009 : « Les pays riches vont devoir oublier la croissance s'ils veulent

stopper le changement climatique ». Certes, il ne dit pas qu'il faut stopper la croissance tout de suite, mais dans une ou deux décennies, ce qui pour moi est trop tard. 2) L'économiste français Daniel Cohen a donné au Monde le 8 décembre dernier un entretien intitulé « Nous devons penser ce que serait un monde sans croissance ».

Du côté des hétérodoxes, je mentionnerai parmi bien d'autres en France Michel Husson, dans une intervention à l'université d'été du CADTM 2009. Il cite également un marxiste réputé, Minqi Li, contestataire chinois actuellement aux États-Unis : HYPERLINK «<http://gesd.free.fr/minqili.pdf>»<http://gesd.free.fr/minqili.pdf>. Voir aussi : HYPERLINK «<http://www.monthlyreview.org/mrzine/li131209.html>» <http://www.monthlyreview.org/mrzine/li131209.html>. Je fais pour ma part le pari que, dans les années à venir, les théoriciens marxistes vont devenir de plus en plus des objecteurs de croissance, notamment parce que le capitalisme, qui n'a pas été mis à mort sur les questions sociales, va buter définitivement sur les contraintes absolues que la nature impose et va imposer à l'accumulation du capital et à la formation du profit. Mais ce n'est pas le sujet du jour !

Thèse 1. Dans les pays riches, la croissance est de moins en moins une solution et de plus en plus un problème.

Cette thèse se divise en trois :

A/ LA CROISSANCE MATÉRIELLE A DES RENDEMENTS DÉCROISSANTS EN BIEN-ÊTRE ET EN DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET COHÉSION SOCIALE.

Les pays qui sont les plus riches matériellement, selon le critère du PIB par habitant, sont-ils ceux où l'on vit le plus longtemps en bonne santé, où les gens ont une éducation plus poussée, où les inégalités et la pauvreté sont les plus réduites, la cohésion sociale plus forte, les violences et délits moins fréquents, plus de démocratie, la pression écologique plus faible, etc. ?

Pour tous les critères de développement humain et social, la réponse est : oui, en tendance, jusqu'à un certain seuil de PIB par habitant, on observe une corrélation positive. Mais, au-delà de ce seuil, il n'y a plus de corrélation entre ces variables et l'abondance matérielle. Selon les variables, ce seuil

était compris en 2004 entre 10 000 et 20 000 dollars de PIB par habitant (en parités de pouvoir d'achat). Il est donc nettement inférieur au PIB par habitant de la France, qui était de l'ordre de 30 000 dollars au même moment.

Prenons juste un exemple, celui de l'espérance de vie à la naissance. Le graphique joint confirme la corrélation positive dans l'ensemble des pays du monde.

Mais, si l'on fait un zoom sur le groupe des 29 pays à plus de 18 000 dollars de PIB par habitant, toute corrélation disparaît. Et pourtant, entre ceux qui font le mieux et ceux qui font le moins bien, on a autour de six ans d'écart d'espérance de vie.

Pourquoi certains pays qui sont quatre ou cinq fois moins « riches » que les Etats-Unis, comme par exemple le Costa Rica, ont-ils la même espérance de vie moyenne que ce dernier pays ? Pourquoi, à partir d'un certain seuil de PIB par habitant, au demeurant assez bas, les espérances de vie ne sont-elles plus corrélées à cette variable ? Pourquoi malgré ce dernier constat l'espérance de vie continue-t-elle à progresser presque partout, y compris aux Etats-Unis, mais à un coût croissant ?

Selon des évaluations assez convergentes, la santé d'une population dépend de multiples facteurs : l'environnement social et physique, les conditions de vie et de travail, les niveaux de vie et leur distribution, les niveaux d'éducation... Et bien sûr de l'accès à la médecine et au système de soins, facteur qui ne contribuerait cependant qu'à hauteur de 20 à 25 % seulement à la santé.

Dans ces conditions, on comprend que la richesse matérielle (dans certaines de ses composantes) importe dans un premier temps. Moins parce qu'elle autorise la mise en place d'un système de soins (ce qui compte) que parce qu'elle influe sur les conditions de vie (alimentation, eau potable et assainissement, hygiène, etc.), d'éducation, de protection sociale, etc.

Mais, dans un deuxième temps, les modes de vie du modèle productiviste, l'alimentation inadéquate et excessive, les pollutions (chimiques, de l'air, de l'eau...), les inégalités et les violences, tendent, dans certains pays plus que dans d'autres, à influencer négativement sur la santé, et surtout sur celle des catégories les plus exposées. Dans les pays qui

parviennent à le financer, le système de soins est alors engagé dans une course poursuite de « réparation » de dégâts divers produits par une économie et une société pathogènes. Il y a certes toujours des progrès médicaux et sanitaires. Mais une partie croissante d'entre eux, la moitié aux Etats-Unis selon certains, ne fait que contrer les effets délétères sur la santé du mal vivre, de la « malbouffe », de l'obésité, du « mal environnement », du mal travail et de la précarité. Ce sont les pays où ces dégâts et ces gaspillages sont les plus patents qui sont « condamnés », s'ils en ont les moyens, à dépenser toujours plus pour la santé sans parvenir, dans le cas des Etats-Unis, à faire mieux que... Cuba (où l'espérance de vie est de 78 ans selon l'OMS) !

B/ LA CROISSANCE A EN REVANCHE DES RENDEMENTS CROISSANTS EN DESTRUCTION DE RESSOURCES VITALES DE LA PLANÈTE. CERTAINS SEUILS CRITIQUES SONT DÉPASSÉS DEPUIS LES TRENTE GLORIEUSES.

La corrélation entre le PIB par habitant et la pression des activités humaines sur l'environnement peut être mesurée selon divers critères : émissions de gaz à effet de serre, empreinte écologique, consommations d'eau et de ressources naturelles, biodiversité, pollutions multiples, etc. Là, le constat statistique est différent des précédents : en tendance mondiale, la pression écologique progresse avec le PIB par habitant.

Et, ce qui est plus grave, certains seuils écologiques critiques sont dépassés depuis... les Trente Glorieuses, en particulier pour les émissions de GES.

L'humanité émet aujourd'hui environ deux fois plus de CO2 que ce que les « puits de carbone » naturels peuvent absorber. Cela veut dire que le seuil de soutenabilité selon ce critère a été dépassé vers la fin des années 60, au cours de la dernière ligne droite des Trente Glorieuses.

Émissions mondiales de CO2 provenant de combustibles fossiles par grandes régions (Jancovici)

C) IL DEVIENT DE MOINS EN MOINS PROBABLE DE POUVOIR CONCILIER LA POURSUITE DE LA CROISSANCE QUANTITATIVE DANS LES PAYS RICHES ET LES OBJECTIFS ÉCOLOGIQUES DE « SURVIE ». LA « CROISSANCE VERTE » EST POUR MOI UN MIRAGE QUE NOUS PROPOSENT LES HÉRAUTS DU CAPITALISME.

D'abord, autant savoir qu'une croissance de 2 % par an d'ici 2100, cela veut dire six fois plus de quantités produites. Et 40 fois plus en 2200, etc. Est-ce sensé dans les pays riches, indépendamment même de l'écologie ?

Ensuite, pour diviser par 5 au moins nos émissions d'ici 2050 en France, il faudrait les réduire de 4 % par an pendant 40 ans, soit autant chaque année que ce que nous avons réalisé en dix ans. Ce sera déjà difficile sans croissance. Mais si l'on vise une croissance de 2 % par an, cela veut dire qu'il faut réduire les émissions de 6 % par an par unité produite. Je doute fortement que cela soit possible. Cela revient à appuyer sur l'accélérateur d'émissions au moment où il faut freiner très fort.

Et il n'y a pas que le réchauffement climatique comme menace poussant à ne plus suivre la voie de la croissance. Le pétrole s'épuise et on est proche du « pic » à partir duquel sa production va décroître inéluctablement et son prix s'envoler. Selon certains experts, on y serait déjà. Et, au-delà des combustibles fossiles, l'épuisement est une question de décennies pour presque tous les minerais de base de l'abondance matérielle, sans parler des terres arables de plus en plus convoitées, de l'eau et des forêts.

Thèse 2. Un progrès social durable est possible sans croissance quantitative.

Il repose sur l'idée de « valeur ajoutée durable » et d'intégration de biens communs et patrimoines sociaux et écologiques dans la valeur ajoutée. C'est tout sauf un retour en arrière. Il faut substituer au « toujours plus de quantités » (la croissance) le « plus de qualités, de durabilité et de sobriété matérielle ». Cela n'exige pas moins d'emplois, mais probablement plus, en tout cas dans la majorité des secteurs et dans les prochaines décennies. La soutenabilité sociale et écologique n'est pas l'ennemie de l'emploi, contrairement au productivisme.

Préalable essentiel : dire « sans croissance » signifie « sans croissance des QUANTITES » produites. Mais pas sans croissance de la qualité et de la durabilité, sources de progression de valeurs durables, pas sans une vague d'innovations techniques, écologiques et sociales, pas sans dynamisme économique et social. Le problème avec les chiffres de la croissance, on l'ignore en général, c'est qu'ils passent à côté de la plupart des gains de qualité et de durabilité. Ils nous indiquent essentiellement la progression des

quantités produites. On peut selon moi avoir du développement économique innovant et riche en emploi sans croissance des quantités.

Comment ? Pour la raison suivante : la plupart des processus de production « propres », les plus doux avec la nature, les plus économes en énergie et en matériaux, en eau, etc. exigent nettement plus d'emplois que les productions polluantes et surexploitant les ressources naturelles. Il faut alors plus d'emplois pour produire la même quantité, mais d'une toute autre qualité, ce qui ne se verra pas dans les chiffres de la croissance, sauf si on en changeait radicalement les méthodes en suivant la commission Stiglitz, mais sur ce point je suis sceptique. Il s'agit donc de tout sauf d'une régression économique et sociale.

Les exemples abondent. J'en prends un. Si l'on remplace progressivement l'agriculture productiviste et destructrice d'environnement par de l'agriculture bio ou agro-écologie moderne de proximité, il faut nettement plus d'emplois et de valeur ajoutée pour produire les mêmes quantités, mais pour une toute autre qualité et un vrai respect de l'environnement. Il en va de même, comme le montrent le scénario négaWatt et d'autres, pour les énergies renouvelables modernes, pour le bâtiment à faible niveau d'émissions, pour le commerce de proximité moderne, pour développer des activités clés de la durabilité que sont le recyclage, la réparation, la location, l'isolement des habitations... On peut donc, dans de nombreux secteurs, créer beaucoup d'emplois sans croissance des quantités, et c'est déjà le cas ! La commission Stiglitz écrit ainsi que « Dans certains pays et certains secteurs, l'accroissement de la « production » tient davantage à l'amélioration des biens produits qu'à l'augmentation de leur quantité ».

J'ajoute à ce qui précède les besoins sociaux en services de bien-être et de développement humain associés à des droits universels à (re)conquérir, dans l'éducation, la santé, la justice, la petite enfance, les personnes âgées, les handicapés... On y applique aujourd'hui un productivisme forcené qui détruit la qualité individuelle et collective de ces services.

Certes, il existe une minorité de secteurs où, à l'inverse, des impératifs écologiques, y compris la chute de la production de pétrole, vont entraîner des réductions de production et d'emploi qu'il vaudrait mieux anticiper et gérer en douceur plutôt que de les subir en catastrophe. Mais ils représentent une très faible part de l'emploi actuel, de l'ordre de 10 à 15 %. Ces conversions sont possibles sans licenciement et en développant et

adaptant les compétences, car si on ne laisse pas faire les marchés, si on planifie, c'est une évolution sur 20 ans au moins que l'on peut anticiper et accompagner afin d'éviter des drames sociaux comme on en a connus dans le passé.

Les moyens économiques existent pour cela et un régime de progrès post-croissance n'est pas du tout un état stationnaire ni la décroissance. Au contraire, il implique une nouvelle vague d'innovations, mais d'un type anti-productiviste et anti-scientiste, soumises à délibération citoyenne et à des « bilans sociaux et écologiques ».

Thèse 3. Pour concilier le « halte à la croissance quantitative » et le bien-être pour tous, il faut réduire fortement les inégalités mondiales et nationales. On ne peut résoudre la crise écologique sans cela.

Il reste en effet une condition centrale pour qu'une telle réorientation de la production puisse marcher. Il faut que les biens et services « durables » soient accessibles à tous, et pas seulement à une minorité ou même à la moitié. Car, étant plus riches en travail, ils sont, forcément, relativement plus chers que les produits du système productiviste, donc inaccessibles à beaucoup. On ne pourra donc pas s'en sortir sans réduire fortement les inégalités, dans le monde et chez nous. Il faut passer du système dit fordiste du « partage des gains de productivité » au système post-croissance du « partage des gains de qualité et de durabilité ».

Thèse 4. Le capitalisme semble incapable de remplir cette double mission de civilisation : passer de la croissance au bien-être durable pour tous, et tendre vers l'égalité des droits humains, sociaux, et des droits d'accès aux ressources naturelles vitales.

Je ne développe pas cette thèse, sauf pour dresser une liste de caractéristiques structurelles du capitalisme qui font douter de sa capacité à nous sortir de la zone des tempêtes et à conjurer l'effondrement de la civilisation.

1. Le capitalisme s'est historiquement développé sur la base (entre autres) de la destruction et de la privatisation des « communs ». Et il continue allègrement. Or on ne voit pas comment on pourra sortir de la crise écologique sans reprendre le contrôle collectif, ou « communal », ou coopératif de nombre de biens communs privatisés, y compris la monnaie et le crédit, les sources d'énergie, l'eau, les forêts, les océans, etc. Le capitalisme ne cesse de s'en prendre aux biens communs sociaux que sont les conquêtes sociales, la protection sociale, les droits humains, les services publics, etc. et il est parvenu parfois à les faire régresser. Avec les biens communs environnementaux comme le climat, c'est une autre paire de manches, car cela revient à s'en prendre à la survie de toute civilisation.

2. Le capitalisme (en tout cas celui des entreprises globales) s'est développé sur le terreau d'inégalités sociales mondiales (prenant la forme du colonialisme puis du néocolonialisme) qu'il a eu tendance à renforcer depuis trente ans et dont il tire une bonne part de ses profits. Or on ne résoudra pas la crise écologique sans les réduire fortement et sans promouvoir le travail décent partout. Or le travail indécent est devenu la principale source de profit des multinationales.

3. Le capitalisme a besoin de susciter sans cesse des désirs de possession de marchandises en faisant passer le futile pour l'utile et les pulsions pour des besoins, en poussant au renouvellement rapide des achats. C'est pour cela qu'il dépense 500 milliards de dollars par an en publicité et sponsoring. Cette course est mortelle.

4. Le capitalisme résiste féroce à toute idée de planification nationale et mondiale. Il y voit, à juste titre, une entrave à sa liberté d'action et d'exploitation. Or il va falloir planifier de plus en plus pour s'en sortir, notamment l'accès aux ressources vitales et les comportements pollueurs.

5. Le capitalisme consiste à faire fonctionner la concurrence contre la coopération, aussi bien entre les firmes qu'entre les nations. Or c'est l'inverse qu'il va falloir privilégier.

6. Le capitalisme a connu un siècle d'énergie à bas prix, de transports quasiment gratuits, de ressources du sous-sol abondantes et peu chères, de pays du Sud totalement dominés via la dette, les programmes d'ajustement structurel, les interventions directes, la corruption et les guerres. Tout cela

est en train de s'inverser et va peser sur la profitabilité.

7. Pour s'en sortir, il va falloir diffuser très vite et partout dans le monde des innovations de la durabilité qui ne sont pas seulement technologiques. Or le capitalisme est un frein puissant, avec ses brevets (exemple des médicaments vitaux) et son incapacité de diffuser les innovations là où ce n'est ni solvable ni rentable. Qui plus est, il joue certaines innovations douteuses ou à hauts risques mais profitables (OGM, nucléaire, agrocarburants...) contre d'autres bien plus efficaces contre la crise écologique et sociale (agro-écologie et agriculture biologique, petite et moyenne production et distribution locales en coopératives...).

Jean Gadrey